

# ACTION URGENTE<sup>i</sup>

DOCUMENT PUBLIC  
AU 193/01

ÉFAI – 010495 – MDE 25/003/01

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer*

## DÉTENTION AU SECRET / « DISPARITIONS » / CRAINTES D'EXPULSIONS FORCÉES

ÉMIRATS ARABES UNIS / Ahmad Mohammad Ali Akak (h), 34 ans  
LIBYE Ali Bashir (h)  
Ali Amish (h)

Londres, le 31 juillet 2001

On ignore tout du sort de trois ressortissants libyens depuis qu'ils ont été arrêtés par les autorités des Émirats arabes unis. Amnesty International craint que ces trois hommes ne soient renvoyés contre leur gré en Libye, où ils risqueraient d'être victimes de graves violations des droits humains.

Le 3 juillet 2001, Ahmad Mohammad Ali Akak a été appréhendé à son domicile par des membres des services d'*Amn al Dawla* (la Sûreté de l'État) dans l'émirat de Sharjah. On ignore pour quels motifs il a été interpellé et l'on est sans nouvelles de cet homme depuis lors.

Avant son arrestation, Ahmad Mohammad Ali Akak travaillait comme imam (chef de prière) à la mosquée d'al Bayhaqi, et comme comptable pour une entreprise locale. Il s'est enfui de Libye en 1989 pour ne pas être arrêté par les autorités en raison de ses activités religieuses et politiques antigouvernementales. Il a séjourné en Arabie saoudite et en Jordanie, avant de s'installer aux Émirats arabes unis en septembre 1997. Ahmad Mohammad Ali Akak est marié et père de trois enfants.

D'après les informations recueillies, Ali Bashir, qui est le père de huit enfants, a également été arrêté le 3 juillet, tandis qu'Ali Amish aurait été appréhendé vers le mois de mai 2001. Amnesty International ne dispose d'aucune autre information sur ces deux hommes.

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

Amnesty International est préoccupée à l'idée que le nombre de ressortissants libyens expulsés de force par divers États vers leur pays d'origine ne cesse de croître. Plusieurs opposants présumés au gouvernement libyen, notamment des membres ou des sympathisants de groupes islamistes, ont été renvoyés contre leur gré dans leur pays d'origine au cours de l'année 2000. D'après les informations recueillies, plusieurs personnes ayant été expulsées de force vers la Libye ont été torturées et tuées par les forces de sécurité.

En avril 2001, les autorités des Émirats arabes unis ont sommairement expulsé le palestinien Jaweed al Ghossein vers le territoire relevant de la juridiction de l'Autorité palestinienne. Il n'avait pas été informé qu'il allait faire l'objet d'une telle mesure, et ne s'est vu accorder aucune possibilité de contester le bien-fondé de la décision d'expulsion prise à son encontre.

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après** (en arabe, en anglais ou dans votre propre langue) :

- demandez des éclaircissements sur les motifs pour lesquels Ahmad Mohammad Ali Akak, Ali Bashir et Ali Amish ont été arrêtés et placés en détention ;
- appelez les autorités à leur permettre d'entrer en contact avec les membres de leur famille, de consulter les avocats de leur choix et de bénéficier de soins médicaux si nécessaire ;
- exhortez les autorités à les libérer immédiatement, à moins qu'ils ne soient inculpés d'infractions prévues par la loi ;
- demandez instamment qu'Ahmad Mohammad Ali Akak, Ali Bashir et Ali Amish ne soient pas renvoyés contre leur gré en Libye.

**APPELS À :**

**Président des Émirats Arabes Unis :**

His Highness  
al-Sheikh Zayed Bin Sultan Al-Nahyan  
President of the United Arab Emirates  
Ruler of Abu Dhabi  
Manhal Palace,  
PO Box 280, Abu Dhabi, Émirats arabes unis

**Télex :** 22220 PALACE EM

**Télégrammes :** President Al-Nahyan, Abu Dhabi, Émirats arabes unis

**Formule d'appel :** *Your Highness*, / Monsieur le Président,

**Ministre de l'Intérieur :**

His Excellency  
General Dr Mohammad Saeed al-Badi  
Minister of the Interior  
PO Box 398, Abu Dhabi, Émirats Arabes Unis

**Fax :** + 971 2 4414938

**Télégrammes :** Interior Minister, Abu Dhabi, Émirats arabes unis

**Formule d'appel :** *Your Excellency* / Monsieur le Ministre,

**Ministre de la Justice et des Affaires islamiques :**

His Excellency Mohammad Nukhairah al-Dhahiri  
Minister of Justice and Islamic Affairs  
Ministry of Justice and Islamic Affairs  
PO Box 753 Abu Dhabi, Émirats Arabes Unis

**Télégrammes :** Justice Minister, Abu Dhabi, Émirats arabes unis

**Fax :** + 971 4 282 5557

**Courriers électroniques :** [moja@uae.gov.ae](mailto:moja@uae.gov.ae)

**Formule d'appel :** *Your Excellency*, / Monsieur le Ministre,

**COPIES aux représentants diplomatiques des Émirats arabes unis dans votre pays.**

***PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.***

**APRÈS LE 11 SEPTEMBRE 2001, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR.**

*<sup>1</sup>- La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.  
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -  
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents  
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : [www.efai.org](http://www.efai.org)*